

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

## DECRET DU 29 SEPTEMBRE 1964

**déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France (service national) l'aménagement et l'exploitation des chutes de Saint-Cassien et de Tanneron-le-Tignet, sur la Siagne, le Biançon et le ruisseau de Vaux, dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du ministre de l'agriculture,

Vu la pétition en date du 2 décembre 1953 par laquelle Electricité de France (service national) a sollicité une concession de forces hydrauliques, avec déclaration d'utilité publique, en vue de l'aménagement et de l'exploitation de la chute de Saint-Cassien et de son bassin de compensation, sur la Siagne et ses affluents, le Biançon et le ruisseau de Vaux (dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes);

Vu l'avant-projet présenté par le pétitionnaire à l'appui de sa demande;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle le projet a été soumis, conformément aux prescriptions de la loi du 16 octobre 1919, du décret du 29 décembre 1926, modifié par le décret du 7 juin 1950, et notamment les avis des commissions d'enquête des départements du Var et des Alpes-Maritimes en date respectivement des 7 et 8 novembre 1955, ensemble les autres pièces du dossier;

Vu l'avis des conseils généraux des Alpes-Maritimes et du Var en date respectivement des 22 novembre et 7 décembre 1955;

Vu l'avis des préfets des Alpes-Maritimes et du Var en date respectivement des 21 et 22 décembre 1955;

Vu le nouvel avant-projet présenté le 1<sup>er</sup> septembre 1962 par Electricité de France, en vue, d'une part, de modifier les conditions d'aménagement et d'exploitation de la chute susvisée de Saint-Cassien, d'autre part, d'utiliser la chute créée par le bassin de compensation dans une usine dite de Tanneron-le-Tignet, sur la Siagne;

Vu le rapport des ingénieurs de la 6<sup>e</sup> circonscription électrique en date du 19 novembre 1962;

Vu l'avis du ministre des finances et des affaires économiques en date du 25 janvier 1963;

Vu l'avis de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public en date du 14 janvier 1963;

Vu la lettre du 17 janvier 1964 du ministre de l'agriculture, aux termes de laquelle il n'y a pas lieu, pour l'aménagement projeté, à l'application de l'article 10 de la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole;

Vu le procès-verbal du 30 mai 1961 par lequel a été close la conférence ouverte sur le projet au titre de l'instruction mixte;

Vu la loi modifiée du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique;

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz modifiée, et notamment l'article 51 maintenant expressément en vigueur les dispositions de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique qui ne sont pas modifiées par ses propres dispositions;

Vu le décret n° 49-1209 du 28 août 1949 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public et au regroupement des services administratifs et modifiant l'article 22 du décret du 5 juin 1940 relatif au domaine immobilier de l'Etat;

Vu la loi modifiée n° 52-1265 du 29 décembre 1952 sur les travaux mixtes, ensemble le décret n° 55-1064 du 4 août 1955 portant règlement d'administration publique pour son application;

Vu la loi n° 53-79 du 7 février 1953, article 67, ensemble le décret n° 54-1241 du 13 décembre 1954, portant règlement d'administration publique pour son application et relatif à la fixation à des valeurs uniformes des redevances proportionnelles visées à l'article 9 de la loi du 16 octobre 1919;

Vu la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, articles 65, 66 et 67, modifiés par l'article 17 de la loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953, ensemble le décret n° 55-49 du 5 janvier 1955 pris pour son application et relatif à la répartition de la valeur locative de la force motrice des chutes d'eau et de leurs aménagements concédés en vertu de la loi du 16 octobre 1919;

Vu le décret n° 55-178 du 2 février 1955 relatif aux réserves en force et en énergie prévues à l'article 10, §§ 6° et 7°, de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique;

Vu l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble les décrets portant règlement d'administration publique pris pour son application;

Vu le décret n° 60-619 du 20 juin 1960 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi susvisée du 16 octobre 1919;

Vu le cahier des charges accepté par le pétitionnaire;

Vu la convention passée le 20 juillet 1964 entre le ministre de l'industrie, d'une part, et Electricité de France (service national), d'autre part;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le présent décret a pour objet l'aménagement et l'exploitation, par voie de concession, suivant les dispositions des avant-projets ci-dessous visés, des chutes de Saint-Cassien et de Tanneron-le-Tignet, sur la Siagne, le Biançon et le ruisseau de Vaux, dans les communes de Montauroux, Tanneron, les Adrets de Vaux, dans les communes de Montauroux, Tanneron, les Adrets de Vaux, Callian (département du Var) et de Saint-Cézaire, le Tignet (département des Alpes-Maritimes).

Art. 2. — Les travaux de l'aménagement considéré, à réaliser sur le territoire des communes visées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, sont déclarés d'utilité publique.

Art. 8. — Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans le délai de cinq ans à partir de la date de publication du présent décret.

Art. 4. — Est approuvée la convention susvisée passée le 20 juillet 1964 entre le ministre de l'Industrie, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et Electricité de France (service national), d'autre part, pour l'exécution des ouvrages et leur exploitation conformément aux dispositions du cahier des charges joint à ladite convention, lesquels cahier des charges et convention resteront annexés au présent décret.

Art. 5. — Toute cession totale ou partielle de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu, sous peine de déchéance, qu'en vertu d'une autorisation donnée par décret en Conseil d'Etat.

Art. 6. — Le périmètre de la concession à l'intérieur duquel peuvent être exercées les servitudes prévues à l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 est délimité par une ligne en violet sur la carte au 1/50.000 annexée au cahier des charges susvisé.

Art. 7. — Les indemnités dues par application de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919 pour l'éviction des droits particuliers à l'usage de l'eau non exercés à la date de l'affichage de la demande de concession sont fixées, par mètre linéaire de rive, aux sommes suivantes une fois versées :

COURS D'EAU	SECTION	LIMITES	INDEMNITÉ par mètre linéaire de rives France.
-------------	---------	---------	---

A. — Chute de Saint-Cassien.

Siagne .....	1	Du P. K. 27,200 (retenue prise) au P. K. 26,000.....	0,20
	2	Du P. K. 26,000 au P. K. 25,560....	2,14
	3	Du P. K. 25,560 au P. K. 24,900....	0,98
	4	Du P. K. 24,900 au P. K. 22,870....	0,47
	5	Du P. K. 22,870 au P. K. 22,520....	0,86
	6	Du P. K. 22,520 au P. K. 20,380....	0,22
	7	Du P. K. 20,380 au P. K. 18,780....	0,96
	8	Du P. K. 19,780 au P. K. 19,480 (confluent avec le Biançon).....	1,20
	9	Du P. K. 19,480 au P. K. 17,120....	0,22
	10	Du P. K. 17,120 au P. K. 16,500 (restitution) .....	0,56
Biançon ....	1	Du P. K. 13,550 (cote maximum de retenue), au P. K. 9,100 (confluent avec le ruisseau de Vaux).....	0,95
	2	Du P. K. 9,100 au P. K. 4,620.....	0,04
	3	Du P. K. 4,620 au P. K. 0,000 (confluent avec la Siagne).....	0,08
Ruisseau de Vaux.	1	Du P. K. 4,000 (cote maximum de retenue), au P. K. 1,500.....	0,004
	2	Du P. K. 1,500 au P. K. 0,000 (confluent avec le Biançon).....	0,003

B. — Chute de Tanneron-le-Tignet.

Siagne .....	1	Du P. K. 16,500 (extrémité remous retenue bassin de compensation), au P. K. 14,400 (restitution).....	0,28
--------------	---	---	------

Art. 8. — Le ministre de l'Industrie et le ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 septembre 1964.

GEORGES POMPIDOU,

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'Industrie,  
MICHEL MAURICE-SOKANOWSKI.

Le ministre de l'Agriculture,  
EDGARD PISANI.

**CONVENTION**

Entre le ministre de l'Industrie agissant au nom de l'Etat et sous réserve de l'approbation des présentes par décret en Conseil d'Etat,

D'une part,

Et Electricité de France (service national), dont le siège social est à Paris, 2, rue Louis-Murat, représentée par M. A. Robin, directeur adjoint de l'équipement de cet établissement public national,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le ministre de l'Industrie concède, au nom de l'Etat, à Electricité de France (service national), qui accepte, l'aménagement et l'exploitation, dans les conditions déterminées par le cahier des charges ci-annexé, des chutes de Saint-Cassien et de Tanneron-le-Tignet, pour la mise en jeu de deux usines hydro-électriques, sur la Siagne, le Biançon et le ruisseau de Vaux, dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes.

Art. 2. — Electricité de France (service national) s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, les travaux qui font l'objet de la présente convention et à se conformer tant pour l'exécution que pour l'exploitation aux conditions du cahier des charges y annexé.

Art. 3. — Les frais de publication au *Journal officiel* de la présente convention et du cahier des charges y annexé seront supportés par Electricité de France (service national).

Fait à Paris, le 20 juillet 1964.

Le ministre de l'Industrie,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
ROBERT GARDELLINI.

Electricité de France (service national) :

Lu et approuvé :

Le directeur adjoint de l'équipement,  
A. ROBIN.

**CAHIER DES CHARGES**

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>**

**OBJET DE LA CONCESSION**

**Article 1<sup>er</sup>.**

**Service concédé.**

La concession à laquelle s'applique le présent cahier des charges a pour objet l'établissement et l'exploitation des ouvrages hydrauliques et des usines génératrices destinés à l'utilisation des chutes suivantes :

1<sup>o</sup> Chute de Saint-Cassien d'environ 110,85 mètres de hauteur de chute brute, comprise entre la cote 147,38, niveau normal de la retenue à créer sur le Biançon et le ruisseau de Vaux, et la cote 37, point de restitution des eaux dans le bassin de compensation de la chute de Tanneron-le-Tignet, sur la Siagne.

Cet aménagement comprend également la dérivation dans la retenue du Biançon, des eaux de la Siagne captées à la cote 156,80 de la rivière (retenue normale 158,50).

Par ailleurs en application des accords passés entre le concessionnaire et le ministère de l'Agriculture, et visés à l'article 23 ci-après, il sera créé dans la retenue du Biançon, pour l'écrêtement des crues, une capacité d'ammagasinement de 10 millions de mètres cubes, constituée par la tranche du réservoir comprise entre le niveau d'exploitation normale 147,35 NGF et le niveau 150 NGF.

2<sup>o</sup> Chute de Tanneron-le-Tignet d'environ 13 mètres de hauteur de chute brute, comprise entre la cote 37, extrémité du remous de la retenue du bassin de compensation créé sur la Siagne, et la cote 24 point de restitution des eaux dans la Siagne, à 2,5 kilomètres environ en amont du village d'Auribeau.

La Siagne, le Biançon et le ruisseau de Vaux ne font pas partie du domaine public.

La concession intéresse les communes ci-après :

Chute de Saint-Cassien : communes de Saint-Cézaire, le Tignet (département des Alpes-Maritimes), Montauroux, Tanneron, les Adrets-de-Fréjus, Callian (département du Var) ;

Chute de Tanneron-le-Tignet : communes du Tignet (département des Alpes-Maritimes) et Tanneron (département du Var).

Les puissances maximum brute et maximum disponible, normale brute et normale disponible de ces chutes sont évaluées dans le tableau ci-dessous :

	PUISSANCES MAXIMA		PUISSANCES NORMALES	
	Brute.	Disponible.	Brute.	Disponible.
Chute de Saint-Cassien.	21.700 kW	16.550 kW	5.800 kW	4.465 kW
Chute de Tanneron-le-Tignet.	3.060 kW	2.300 kW	835 kW	600 kW
Total .....	24.760 kW	18.850 kW	6.635 kW	5.065 kW

L'entreprise a pour objet principal la production d'énergie électrique en vue de la fourniture aux usagers dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. Son objet secondaire est de créer des réserves en eau domestique et agricole au profit des collectivités des départements du Var et des Alpes-Maritimes et de constituer une capacité d'emmagasinement des crues du Biançon dans les conditions prévues aux titres I<sup>er</sup>, II et III de la convention visée à l'article 23 ci-après.

### Article 2.

#### Consistance de la concession.

Seront considérés comme dépendances immobilières de la concession tous les ouvrages utilisés pour l'aménagement et la production de la force hydraulique devant faire retour gratuitement à l'Etat en fin de concession, et notamment le barrage de retenue et de compensation, les ouvrages d'emmagasinement, les ouvrages de prise d'eau, canalisations, ouvrages régulateurs ou de décharge, les moteurs hydrauliques (turbines et accessoires), ainsi que les terrains qui les supportent ou y donnent accès et les bâtiments ou parties de bâtiments qui les abritent et les terrains submergés s'ils appartiennent au concessionnaire, les maisons et abris du personnel, les chemins d'accès aux barrages, aux usines et aux prises d'eau.

### Article 5.

#### Caractéristiques des prises d'eau.

DESIGNATION de la chute.	COURS D'EAU capté.	SITUATION des barrages et des prises d'eau.	NIVEAU NORMAL des retenues.	COTE de restitution.	DEBIT MAXIMUM	DEBIT MINIMUM
					dérivé.	laissé dans les cours d'eau.
					M <sup>3</sup> /seconde.	Litres/seconde.
Saint-Cassien .....	Siagne .....	P. K. 26	153,50	37	16	120
	Biançon .....	3.800 mètres en amont du confluent de la Siagne.	147,35	37	20	30
Tanneron-le-Tignet ...	Siagne .....	P. K. 14,500	87	24	24	Débit restitué en pied de bar- rage.

### Article 6.

#### Dispositions générales des ouvrages.

#### I. — Chute de Saint-Cassien.

Cet aménagement comprendra :

- Un barrage-digue en terre de 98 mètres de hauteur, au P. K. 3,8 du Biançon, affluent rive droite de la Siagne.
- La réserve saisonnière utile sera en principe de 24 mètres cubes entre la cote de retenue normale 147,35 et la limite utile 138,50.
- Par ailleurs, il est créé une capacité d'emmagasinement de 10 mètres cubes pour écrêtement des crues entre la cote d'exploitation normale 147,35 et la cote de retenue maximum 150 ;
- Une prise d'eau, au droit du barrage, sur la rive gauche du Biançon, munie d'une grille, d'une vanne de garde et d'une vanne de réglage commandant l'entrée de la dérivation principale ;
- Une galerie d'aménée à l'usine de Saint-Cassien, d'une longueur de 700 mètres ;
- Une cheminée d'équilibre ;
- Une conduite forcée entièrement souterraine de 200 mètres de long aboutissant à l'usine de Saint-Cassien ;
- Une usine souterraine, rive gauche du Biançon, comprenant un groupe d'une puissance de 17.600 kW. Elle utilisera en principe un débit de 20 mètres cubes/seconde ;
- Une galerie de fuite de 1.900 mètres de long qui conduira les eaux jusqu'à la Siagne, où elles seront restituées dans la retenue du bassin de compensation de la chute de Tanneron-le-Tignet ;
- Un barrage de prise d'eau sur la Siagne, au P. K. 25 ;

## CHAPITRE II

### EXÉCUTION DES TRAVAUX

#### Article 3.

##### Acquisition des terrains et établissement des ouvrages.

Le concessionnaire sera tenu d'établir tous les ouvrages utiles pour l'aménagement de la force hydraulique et l'exploitation de la concession ainsi que les machines et l'outillage nécessaires à cet effet. Le concessionnaire sera tenu d'établir et d'entretenir à ses frais les lignes et les postes nécessaires à la sécurité de l'exploitation.

Il devra acquérir tous les terrains sur lesquels seront établies l'usine et ses dépendances immobilières.

En ce qui concerne l'occupation des terrains compris dans le périmètre des servitudes de la concession, tel qu'il est défini sur le plan annexé au présent cahier des charges, et nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue ou de prise d'eau et des canaux d'adduction ou de fuite, souterrains ou à ciel ouvert, de même que pour les terrains submergés par le relèvement du plan d'eau, le concessionnaire bénéficiera des droits prévus à l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919.

Au cas où il se bornerait à acquérir des droits réels, notamment des servitudes d'appui, de passage ou de submersion, les contrats relatifs seront communiqués à l'ingénieur en chef du contrôle et devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance ou à l'expiration de la concession.

En outre, comme il s'agit d'une usine de plus de 10.000 kilowatts, le concessionnaire pourra occuper temporairement tous terrains et extraire tous matériaux nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux prescriptions de la loi du 29 décembre 1892.

#### Article 4.

##### Acquisition des droits à l'usage de l'eau.

Pour l'acquisition des droits à l'usage de l'eau exercés et existant à la date de l'affichage de la demande de concession, le concessionnaire bénéficiera des dispositions prévues à l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919.

Les contrats y relatifs devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance, ou à l'expiration de la concession.

Les contrats passés avec les riverains seront portés à la connaissance de l'ingénieur en chef du contrôle par les soins du concessionnaire dans le délai d'un mois à compter de leur signature. Il en sera de même des décisions de justice rendues par application de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919, un mois après qu'elles seront devenues définitives.

Un canal d'aménée de la Siagne, à écoulement libre, vers la retenue du Biançon, partie à ciel ouvert, partie en souterrain, et d'une longueur totale de 5.000 mètres ;

Une cité d'exploitation, à proximité de l'usine, de part et d'autre du Biançon ;

Les accès au barrage et à l'usine.

L'évacuation des crues sera assurée :

Au barrage sur le Biançon, par un ouvrage évacuateur à seuil déversant arasé à la cote 150 permettant d'évacuer un débit de 800 mètres cubes/seconde sous la cote 152,50. De plus, les crues seront écrêtées à partir de la cote de retenue normale 147,35 par deux siphons capables de débiter 10 mètres cubes/seconde chacun ;

A la prise d'eau sur la Siagne, grâce à la partie mobile du barrage de prise, composée de deux vannes à clapet à commande hydraulique, qui s'efface automatiquement en période de crue, laissant un débouché capable d'évacuer 325 mètres cubes/seconde sous la cote 159,85.

En outre, en application des accords passés entre le concessionnaire et le ministère de l'Agriculture et visés à l'article 23 ci-après, seront établis :

Un ouvrage pour la livraison des débits destinés à des collectivités du département des Alpes-Maritimes ;

Un ouvrage de liaison entre la retenue du Biançon et la vallée du Reyran pour fourniture d'un certain volume d'eau à des collectivités du département du Var.

## II. Chute de Tanneron-le-Tignot.

Cet aménagement comprendra :

Un barrage-usine implanté sur la Siagne au P. K. 14,5, créant un bassin de compensation d'une réserve utile de 35.000 mètres cubes ;

Ce barrage-usine à six contreforts délimitant sept travées comportera, dans quatre de ses travées, trois groupes bulbes et un groupe Francis. La puissance totale installée sera de 2.630 kW et le débit utilisé de 24 mètres cubes en principe. Les eaux seront directement restituées en rivière ;

L'accès au barrage-usine.

L'évacuation des crues se fera par le toit déversant de l'usine-barrage, capable d'évacuer 1.050 mètres cubes/seconde sous une charge de 5 mètres correspondant à la cote 43.

Le ministre chargé de l'électricité pourra, sur la demande du concessionnaire, autoriser au cours des travaux tous autres dispositifs donnant des garanties équivalentes.

### Article 7.

*Dispositions spéciales relatives à la navigation, au flottage, à la circulation des poissons, etc.*

Pour compenser les dommages que la présence ou le fonctionnement de la chute apportera à la reproduction des poissons, le concessionnaire fournira chaque année, aux époques et sur les points indiqués par l'administration des eaux et forêts, des alevins dont les espèces, l'âge et les quantités seront également indiqués par ce service, sans que toutefois la dépense correspondant à cette fourniture puisse dépasser la valeur de 15.000 alevins de truites de six mois, soit 3.000 F (valeur octobre 1963), dont 2.000 F pour la chute de Saint-Cassien et 400 F pour la chute de Tanneron-le-Tignot.

Cette redevance sera due à partir de la date de mise en service de l'usine correspondante.

Après accord avec l'administration des eaux et forêts et le service du contrôle, le concessionnaire aura la faculté de se libérer de l'obligation de repeuplement résultant du paragraphe ci-dessus par le versement annuel au Trésor, à titre de fonds de concours, du montant de la redevance précisé au premier paragraphe.

Cette redevance pourra être révisée en accord entre le ministre chargé de l'électricité et le ministre de l'agriculture, le concessionnaire entendu, pour tenir compte des modifications qui auraient pu être apportées dans les éléments ayant servi de base au calcul de ladite redevance, une première fois lors du récolement des travaux, puis tous les cinq ans à partir de 1970, cette année comprise.

Le concessionnaire sera tenu, d'une part, de laisser libre circulation sur les dépendances de la concession aux agents chargés du contrôle de la pêche. Il sera tenu, d'autre part, de procéder en temps voulu aux opérations suivantes :

Nettoyage complet des abords du chantier et démolition de toutes constructions provisoires utilisées pour les travaux ;

Coupe au ras du sol de tous arbres, arbustes et arbrisseaux se trouvant sur les terrains à submerger ;

Démolition complète de tous bâtiments et ouvrages divers destinés à être noyés par la retenue.

Sauf cas de force majeure, le concessionnaire prévoindra, au moins un mois à l'avance, l'administration des eaux et forêts de son intention de procéder à la vidange totale ou quasi totale des biefs ou lacs de retenue et il exécutera cette vidange en tenant compte des indications qui lui seront données par le service du contrôle en accord avec l'administration des eaux et forêts.

Le concessionnaire sera tenu, si l'administration des eaux et forêts la reconnaît nécessaire, de placer et d'entretenir à l'amont des prises d'eau des grilles dont les barreaux seront espacés au maximum de 3 cm ou tout dispositif susceptible d'empêcher le passage des poissons.

Le concessionnaire devra en outre indiquer les conditions spéciales auxquelles devront satisfaire les ouvrages, notamment en ce qui concerne la protection contre les inondations, la préservation des sites et paysages, la pêche.

### Article 8.

*Approbation des projets.*

L'exécution de tous les ouvrages dépendant de la concession devra être autorisée dans les formes prévues par le décret du 20 juin 1960.

L'approbation ou le défaut d'approbation administrative n'aura pour effet ni d'engager la responsabilité de l'administration, ni de dégager celle du concessionnaire des conséquences que pourraient avoir l'exécution des travaux, l'imperfection des dispositions prévues ou le fonctionnement des ouvrages.

L'établissement des machines et l'acquisition de l'outillage pourront être effectués librement par le concessionnaire s'ils proviennent de sociétés ou constructeurs français ou s'ils ont été fabriqués en France.

Si le concessionnaire se trouve dans l'impossibilité de se procurer en France le matériel hydraulique et électrique dans des conditions normales satisfaisantes de temps, de prix et de qualité, il pourra l'acquérir à l'étranger, sous réserve de se conformer aux dispositions en vigueur en la matière. Dans tous les cas, il en sera donné avis au service du contrôle.

## Article 9.

*Délais d'exécution et réception des ouvrages.*

Les projets des travaux nécessaires pour l'aménagement de la force motrice concédée devront être présentés dans le délai de six mois à dater de l'acte de concession.

Les travaux seront commencés dans le délai de cinq mois à dater de l'approbation des projets et poursuivis sans interruption, de telle sorte qu'ils soient achevés et que l'usine soit mise en service dans le délai de cinq ans à partir de la même date, sauf le cas de force majeure dûment constaté.

Le projet de tout ouvrage imposé ultérieurement par l'administration au concessionnaire, en exécution du présent cahier des charges, devra être présenté dans le délai de six mois de l'invitation qui lui en sera faite, sauf dérogation justifiée par l'importance du travail, et réalisé le plus promptement possible dans le délai fixé.

Aussitôt après l'achèvement des travaux et au plus tard à l'expiration des délais prévus au deuxième paragraphe ci-dessus, il sera procédé par les soins des agents du contrôle à une réception des travaux dans les formes prévues par le décret du 20 juin 1960.

Sur le vu du procès-verbal de cette réception, les préfets intéressés autoriseront, s'il y a lieu, la mise en service des ouvrages.

## Article 10.

*Exécution et entretien des ouvrages.*

Les ouvrages, les machines et l'outillage établis en vertu de la présente concession seront exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art ; ils seront entretenus en parfait état par les soins du concessionnaire et à ses frais.

Les réparations des ouvrages resteront soumises au contrôle de l'administration qui pourra, après une mise en demeure restée sans effet, y pourvoir d'office aux frais du concessionnaire.

En raison de l'intérêt que présente pour la sécurité publique la bonne exécution des ouvrages, l'administration se réserve d'organiser sur le chantier, pendant la construction, une surveillance spéciale à laquelle le concessionnaire contribuera par le versement d'une somme annuelle de 5.000 F.

Le concessionnaire sera en outre tenu de fournir un local convenable pour le logement du surveillant.

## Article 11.

*Bornage.*

Dans l'année qui suivra la mise en exploitation de l'usine, il sera procédé, aux frais du concessionnaire et au besoin d'office, au bornage des terrains faisant partie des dépendances immobilières de la concession, contrairement avec les propriétaires voisins, en présence de l'ingénieur en chef du contrôle qui en dressera le procès-verbal. Il sera établi, aux frais du concessionnaire et sous la surveillance de l'ingénieur, un plan au 1/2500 des terrains ainsi bornés.

Lorsque des modifications seront apportées aux dépendances immobilières de la concession, il sera procédé dans les mêmes conditions au bornage des terrains ajoutés ou retranchés et à l'établissement de leur plan dans le mois qui suivra la mise en service des ouvrages établis sur ces terrains.

## Article 12.

*Rétablissement des communications et de l'écoulement des eaux.*

Le concessionnaire sera tenu de rétablir à ses frais, suivant les dispositions approuvées par l'administration compétente, les voies de communication interceptées par ses travaux.

Il sera tenu également de rétablir et d'assurer à ses frais le libre écoulement des eaux naturelles ou artificielles dont le cours serait détourné ou modifié par ses travaux. Dans le cas où les ouvrages de la concession feraient obstacle à ce que les ouvrages d'irrigation s'alimentent comme par le passé, il pourra notamment être tenu de rétablir leur alimentation au moyen d'eaux prises dans ses propres canalisations. Il devra également prendre les dispositions qui seraient reconnues nécessaires par l'administration pour empêcher que les infiltrations d'eau qui proviendraient de ses canalisations nuisent aux parties basses du territoire.

Les ouvrages de rétablissement des communications et des irrigations en particulier les chemins départementaux avec leurs ouvrages d'art et les ouvrages d'irrigation du canal de la Siagne, seront remis après exécution aux collectivités chargées de leur entretien.

## Article 13.

*Reconstitution de la production agricole en cas d'établissement de grands barrages-réservoirs noyant une surface importante de terres cultivées.*

Le concessionnaire sera tenu de contribuer à la reconstitution de la production agricole réduite du fait de ses travaux, en participant aux dépenses pour travaux d'équipement rural qui seront effectués par les collectivités et entreprises désignées par le ministre de l'agriculture.

Ces travaux d'équipement rural devront être réalisés sur le territoire des cantons dont font partie les communes indiquées à l'article 1<sup>er</sup>, dans le délai de quinze ans à dater de la mise en service des usines.

La participation du concessionnaire ne pourra dépasser 50 p. 100 du montant des dépenses réellement faites, dans la limite de la contribution globale de 400.000 F.

CHAPITRE III

EXPLOITATION

Article 14.

Obligation de se conformer aux règlements.

Le concessionnaire sera tenu de se conformer aux règlements existants ou à intervenir notamment en ce qui concerne la police des eaux, la défense nationale, la protection contre les inondations, la sécurité et la salubrité publique, l'alimentation des populations riveraines, l'irrigation, la conservation et la libre circulation des poissons, la protection des sites et paysages.

Article 15.

Obligations relatives à l'écoulement des eaux.

Le concessionnaire s'engage à maintenir dans la Siagne, à l'aval du barrage usine de Tanneron-le-Tignet et dans la limite des débits naturels, les débits minima ci-après :

- 1.500 litres/seconde du 1<sup>er</sup> avril au 15 octobre ;
- 1.000 litres/seconde du 16 octobre au 31 mars,

étant entendu que les débits naturels mesurés immédiatement à l'amont du lieu de restitution, s'entendent déduction faite des prélèvements effectués par les canaux existants situés en amont de la prise.

Article 16.

Obligations relatives à l'exercice de la navigation et du flottage et à la sauvegarde des intérêts généraux.

Néant.

Article 17.

Obligations relatives au rejet des eaux.

Les eaux empruntées seront rendues à la rivière pures, salubres, et à une température voisine de celle du bief alimentaire.

Article 18.

Obligation de participer aux ententes.

Pour l'exécution des travaux intéressant le bassin de la Siagne, le concessionnaire sera tenu de participer, dans les conditions qui seront fixées par les règlements d'administration publique à intervenir, aux ententes que l'administration pourra imposer en exécution de l'article 23 (§ 12) de la loi du 16 octobre 1919.

CHAPITRE IV

VENTE DE L'ÉNERGIE AU PUBLIC

Article 19.

Tarif maximum.

Le prix auquel le concessionnaire est autorisé, dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, à vendre l'énergie au public, ne pourra pas dépasser le maximum suivant pour le courant pris à la sortie des usines sous la forme et la tension résultant du régime de ses machines génératrices ou de ses transformateurs :

Ce maximum, calculé sur les bases économiques en vigueur au 31 mars 1954 comprend les deux éléments suivants :

- 1<sup>o</sup> Une somme fixe de 158 F par an et par kilowatt de puissance souscrite ;
- 2<sup>o</sup> Une redevance proportionnelle de 0,087 F par kilowattheure, mesuré et livré à la sortie des usines génératrices.

Ce tarif s'entend pour un facteur de puissance mesuré sur les lignes de départ, au moins égal à 0,85. Dans le cas où le facteur de puissance serait inférieur à cette valeur, le tarif maximum serait majoré de 1 p. 100 pour chaque centième de facteur de puissance au-dessous de 0,85.

Le concessionnaire ne sera pas tenu de fournir une puissance inférieure à 200 kW, sauf en ce qui concerne l'énergie réservée aux articles 22 et 24 ci-après.

Le tarif maximum pourra être révisé dans l'année qui suivra la mise en service de chacune des usines et ensuite tous les dix ans, soit sur la demande du concessionnaire, soit sur l'initiative de l'administration et suivant les formes adoptées pour l'approbation du présent cahier des charges.

Article 20.

Obligation de fournir le courant.

Le concessionnaire sera tenu de fournir l'énergie demandée dans la limite de la puissance dont il disposera aux différents états du cours d'eau.

CHAPITRE V

RÉSERVE EN EAU ET EN FORCE

Article 21.

Réserve en eau.

Suivant les conditions précisées dans la convention passée avec le ministre de l'Agriculture et visée à l'article 23 ci-après, le concessionnaire prendra toutes dispositions utiles pour qu'à partir de ses ouvrages et par priorité sur les besoins industriels, puissent être effectués les prélèvements suivants :

A. — Au profit des collectivités du département des Alpes-Maritimes désignées par le ministre de l'Agriculture, un débit au plus égal à :

- 800 litres/seconde du 1<sup>er</sup> avril au 15 octobre ;
- 200 litres/seconde du 16 octobre au 31 mars.

B. — Au profit des collectivités du département du Var désignées par le ministre de l'Agriculture, un débit au plus égal à :

2,25 mètres cubes/seconde dans la limite d'un volume annuel maximum de 15 mètres cubes répartis comme suit :

- 12,8 mètres cubes du 1<sup>er</sup> avril au 15 octobre ;
- 2,2 mètres cubes du 16 octobre au 31 mars.

La convention avec le ministre de l'Agriculture visée à l'article 23 fixe les modalités de ces prélèvements ainsi que de la constitution et de l'utilisation des réserves nécessaires.

Article 22.

Réserve en force au profit des services publics.

La puissance totale instantanée que le concessionnaire mettra, dans les conditions prévues au décret n° 55-178 du 2 février 1955, à la disposition des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou des associations syndicales autorisées ainsi qu'à celle des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale, ne pourra dépasser les quantités ci-après :

Chute de Saint-Cassien : 120 kW dont au maximum 60 kW pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

Chute de Tanneron-le-Tignet : 80 kW dont au maximum 15 kW pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

Pendant les deux premières années à compter de l'achèvement des travaux, les demandes des services publics ou des associations susvisées devront être satisfaites par le concessionnaire quinze jours après qu'elles auront été notifiées par le ministre chargé de l'électricité.

Passé ce délai, et jusqu'à expiration de la dixième année, à compter de l'achèvement des travaux, le concessionnaire ne sera tenu de satisfaire à la réquisition qu'après un préavis de six mois.

Au-delà de la dixième année, et jusqu'à expiration de la concession, le préavis sera de douze mois.

Toute réquisition du ministre chargé de l'électricité faite par application du présent article pendant les cinq premières années, à compter de l'achèvement des travaux, devra être accueillie par le concessionnaire dans les limites indiquées ci-dessus, quelle que soit la puissance déjà vendue ou employée par lui.

Dans le cas où la puissance réservée ne serait pas utilisée en totalité à l'expiration de la cinquième année, le pouvoir de réquisition du ministre chargé de l'électricité ne pourra porter, dans les conditions indiquées ci-dessus, que sur les quantités ci-après :

Entre la cinquième et la dixième année sur la moitié de la puissance réservée non utilisée à la fin de la cinquième année ;

Entre la dixième et la quinzième année sur le tiers de la puissance réservée non utilisée à la fin de la dixième année ;

A partir de la quinzième année, sur le quart de la puissance réservée non utilisée à la fin de la quinzième année.

Toutefois, cette quantité ne pourra descendre au-dessous de 80 kW dont au maximum 15 kW pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

En outre, à toute époque, les demandes formées par les services publics ou associations susvisées seront accueillies par préférence à toutes autres demandes, mais seulement dans les limites de la puissance qui n'aurait pas encore fait l'objet d'un contrat ou d'une affectation notifiés au service du contrôle, comme il est dit au dernier alinéa du présent article.

Pour permettre au service du contrôle de se rendre compte des disponibilités de puissance de l'usine, le concessionnaire devra remettre à la fin de chaque trimestre, à l'ingénieur en chef du contrôle, la liste des contrats par lui consentis ainsi que la puissance à réserver pour leur exécution aux divers états du cours d'eau.

Article 23.

Accords intervenus.

Convention entre le ministre de l'agriculture et le concessionnaire en date du 3 mai 1933.

Cet accord devra être exécuté par le concessionnaire, sans qu'il y ait lieu à revision, à moins d'entente nouvelle entre les parties contractantes.

Article 24.

Réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains.

La puissance instantanée à laisser dans les départements riverains pour être rétrocedés par les soins des conseils généraux aux consommateurs locaux, conformément à l'article 10-7° de la loi du 16 octobre 1919, ne pourra dépasser les quantités ci-après :

1° Chute de Saint-Cassien.

Département des Alpes-Maritimes : 40 kW.  
Département du Var : 30 kW.

2° Chute de Tanneron-le-Tignet.

Département des Alpes-Maritimes : 10 kW.  
Département du Var : 20 kW.

L'énergie réservée sera tenue à la disposition des conseils généraux pendant cinq ans, à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux, sans préavis pendant les six premiers mois et moyennant un préavis d'un an au-delà de cette période de six mois et jusqu'à l'expiration de la cinquième année.

A la fin de la cinquième année, le concessionnaire reprendra sa liberté pour les quantités non utilisées, à l'exception toutefois d'une fraction égale à 5 p. 100 des quantités indiquées ci-dessus qui restera à toute époque et moyennant un préavis d'un an à la disposition des départements.

Article 25.

Tarifs applicables aux services publics.

Les réserves d'énergie prévues à l'article 22 ci-dessus, en faveur des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des associations syndicales ainsi que des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale, seront livrées aux conditions fixées par les articles 3, 4 et 5 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

Article 26.

Tarifs applicables aux réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains.

Les livraisons prévues à l'article 24 ci-dessus seront faites dans les conditions fixées par les articles 3 et 4 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

CHAPITRE VI

SÉCURITÉ DE L'EXPLOITATION

Article 27.

Branchements et canalisations.

Toutes les canalisations et tous les branchements à établir à partir du tableau principal de distribution de l'usine ou du poste de transformation en vue de desservir les consommateurs seront à la charge de ceux-ci et devront être entretenus en parfait état par leurs soins et à leurs frais. Toutefois, le concessionnaire pourra exiger que les canalisations et branchements à établir dans l'intérieur de l'usine et de ses dépendances soient exécutés et entretenus par ses soins ; dans ce cas, les frais d'installation et d'entretien lui seront remboursés par les acheteurs.

Article 28.

Surveillance des installations des acheteurs.

Le courant ne sera livré aux consommateurs que s'ils se conforment, pour leurs installations, aux mesures qui leur seront imposées par le concessionnaire, avec l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle en vue soit de prévenir les troubles dans l'exploitation, notamment les défauts d'isolement et la mise en marche ou l'arrêt brusque des moteurs électriques, soit d'empêcher l'usage illicite du courant.

Le concessionnaire aura le droit, à cet effet, de vérifier à toute époque les installations de chaque acheteur. Si les installations sont reconnues défectueuses, il pourra se refuser à continuer la fourniture du courant. En cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de danger et de trouble dans le fonctionnement général de l'usine, il sera statué, par l'ingénieur en chef du contrôle, sauf recours au ministre chargé de l'électricité qui décidera après avis du comité technique d'électricité.

En aucun cas le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison de défectuosités des installations qui ne seraient pas de son fait.

Article 29.

Conditions spéciales du service.

L'énergie électrique devra être livrée aux bornes des génératrices, de manière à mettre tout consommateur en mesure de disposer à son gré de la quantité à laquelle il a droit, suivant les conditions de son contrat.

Le concessionnaire aura le droit de suspendre la fourniture du courant pendant vingt jours par an ; les arrêts auront lieu de préférence les dimanches et jours fériés ; ils seront fixés d'accord avec l'ingénieur en chef du contrôle et portés à la connaissance du public, autant que possible un mois à l'avance.

Dans le cas où le concessionnaire alimenterait des services publics de transports, chemins de fer ou tramways, il devra prendre à ses frais toutes dispositions en son pouvoir pour que pendant ces suspensions, ces services publics continuent à fonctionner.

D'autres arrêts ne pourront avoir lieu sans autorisation écrite de l'ingénieur en chef du contrôle, à moins de cas de force majeure dûment constaté.

En cas de chômage résultant d'un cas de force majeure, le concessionnaire devra immédiatement en aviser l'ingénieur en chef du contrôle.

Les chômages résultant d'un cas de force majeure ou nécessitant l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle et ceux imposés au concessionnaire par l'administration, en vue de la réparation ou de l'entretien des ouvrages de la concession ne pourront donner lieu de la part des abonnés à aucune demande d'indemnité, si ce n'est une réduction proportionnelle des sommes dues au concessionnaire pour des achats d'énergie à forfait.

Quant aux vingt jours de chômage laissés à la disposition du concessionnaire, ils ne pourront donner lieu à aucune demande d'indemnité, ni réduction de tarifs.

Article 30.

Dérivation à l'étranger.

La dérivation à l'étranger de l'énergie électrique produite par le concessionnaire est interdite, sauf autorisation spéciale accordée dans les conditions prévues par l'article 27 de la loi du 16 octobre 1919.

CHAPITRE VII

DURÉE DE LA CONCESSION, EXPIRATION, RACHAT ET DÉCHÉANCE

Article 31.

Durée de la concession.

La présente concession prendra fin le 31 décembre de la soixante-quatrième année comptée à partir de la date fixée par le présent cahier des charges pour l'achèvement des travaux.

Toutefois, si, par suite de retards d'exécution dus à des causes exceptionnelles ayant le caractère de force majeure, l'achèvement des ouvrages ne pouvait avoir lieu dans les délais prévus au présent article, la concession pourrait être prolongée, s'il y a lieu, par décision du ministre chargé de l'électricité, sur la demande du concessionnaire, d'une durée au plus égale à celle des retards dus à ces causes et régulièrement constatés.

Article 32.

Renouvellement de la concession.

Avant le commencement de la onzième année précédant la fin de la concession, le concessionnaire devra demander au ministre chargé de l'électricité, par lettre recommandée, si l'Etat entend user de son droit de reprendre la concession, le ministre chargé de l'électricité lui en accusera réception.

Avant le commencement de la dixième année précédant la fin de la concession, ou, en cas de retard du concessionnaire dans l'application du paragraphe précédent, dans le délai d'un an à dater de la réception de la demande visée par ce paragraphe, le ministre chargé de l'électricité notifiera au concessionnaire sa décision, en la forme administrative, après avis du comité consultatif des forces hydrauliques. A moins de décision contraire du ministre, notifiée dans le délai imparti, la concession se trouvera de plein droit prorogée aux conditions antérieurement prévues, mais pour une durée de trente ans seulement.

Si le concessionnaire n'a pas adressé de demande au ministre chargé de l'électricité avant le commencement de la sixième année précédant la fin de la concession, celle-ci ne sera pas renouvelée et prendra fin au terme fixé par le présent cahier des charges.

Dans tous les cas, si le ministre chargé de l'électricité entend procéder à une nouvelle concession, le concessionnaire actuel aura un droit de préférence s'il accepte les conditions du cahier des charges préparé pour la nouvelle concession.

Article 33.

Travaux exécutés pendant les dix dernières années.

En cas de non-renouvellement de la présente concession, le concessionnaire ouvrira, pendant les dix dernières années, pour les travaux nécessaires à la bonne marche et au développement

de la future exploitation un compte spécial où seront portées les dépenses relatives à ceux de ces travaux dont l'amortissement sera supporté par l'Etat dans les conditions déterminées ci-après.

Avant le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, le concessionnaire soumettra à l'ingénieur en chef du contrôle le projet, avec devis estimatif, de tous les travaux susvisés ayant pour objet d'augmenter la consistance ou la valeur des dépendances immobilières de la concession telles qu'elles sont définies à l'article 2, qu'il a l'intention d'effectuer au cours de l'année suivante et dont il propose d'imputer les dépenses au compte spécial. L'ingénieur en chef du contrôle aura toutefois la faculté de prolonger au-delà du 1<sup>er</sup> mai le délai imparti au concessionnaire pour la présentation de ce projet de travaux.

L'ingénieur en chef du contrôle examinera si les travaux projetés rentrent bien dans la catégorie de ceux qui sont visés à l'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 (10<sup>e</sup>) et présentent pour l'exploitation future un intérêt suffisant.

S'il estime que ces conditions sont réalisées, il décidera quelles sont celles des dépenses qui seront portées au compte spécial.

Faute par l'ingénieur en chef du contrôle d'avoir fait connaître sa décision dans un délai de trois mois après réception du projet présenté par le concessionnaire, l'admission des dépenses au compte spécial sera réputée agréée.

Avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, le compte spécial de l'année précédente sera présenté à l'ingénieur en chef du contrôle, qui aura tous pouvoirs pour vérifier l'exactitude des dépenses, s'assurer qu'elles se rapportent aux travaux admis à ce compte et prescrire, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les dépenses ainsi admises sont réputées inscrites au compte spécial à la date du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suivra l'exécution des travaux, et l'amortissement en sera effectué annuellement sur ce compte, en prenant pour base un taux uniforme et forfaitaire d'un quinzième de leur montant initial.

Quand la concession aura pris fin, le total des sommes non encore amorties en vertu de l'alinéa qui précède sera porté au débit de l'Etat pour règlement de compte prévu par l'article 37.

Si le solde de ce compte est en faveur du concessionnaire, les sommes dues par l'Etat au concessionnaire lui seront versées dans les douze mois qui suivront le terme de la concession. A partir du commencement du septième mois, ces sommes porteront intérêt au profit du concessionnaire au taux légal.

#### Article 34.

##### *Travaux exécutés pendant les cinq dernières années.*

A dater de la cinquième année précédant le terme de la concession, le concessionnaire sera tenu d'exécuter, aux frais de l'Etat, les travaux que l'ingénieur en chef du contrôle jugera nécessaires à la préparation et à l'aménagement de l'exploitation future.

A cet effet, celui-ci remettra au concessionnaire, avant le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, le programme des travaux qu'il sera tenu d'exécuter pour le compte de l'Etat dans le courant de l'année suivante.

Ces programmes seront conçus de manière à ne pas mettre le concessionnaire dans l'impossibilité de réaliser, pour chacune des cinq années de la dernière période, une production au moins égale à la moyenne des cinq années de la période quinquennale précédente diminuée de 10 p. 100.

Le concessionnaire devra communiquer à l'ingénieur en chef du contrôle les projets de marchés de fournitures et entreprises à passer pour ces travaux; ils ne seront conclus définitivement qu'après avoir été acceptés par l'ingénieur en chef du contrôle.

Le concessionnaire demeurera responsable de l'exécution des travaux ainsi effectués pour le compte de l'Etat, en tout ce qui concerne les lois et règlements sur l'utilisation des cours d'eau.

#### Article 35.

##### *Calcul des dépenses afférentes aux travaux ci-dessus.*

Les prix adoptés, tant pour le calcul des dépenses à porter au compte spécial par application des dispositions de l'article 33 que pour le règlement des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, en conformité de l'article 34 seront, pour la main-d'œuvre, les prix appliqués par le concessionnaire dans les travaux effectués pour son propre compte pour les travaux à l'entreprise, et pour les fournitures, les sommes effectivement payées à l'entrepreneur ou au fournisseur.

Une juste ventilation sera faite pour toutes les dépenses d'établissement, d'exploitation et d'entretien qui seraient communes aux travaux du concessionnaire et aux travaux commandés par l'Etat.

Le coût des travaux ainsi déterminé sera majoré à forfait de 15 p. 100 pour frais généraux et dépenses accessoires.

#### Article 36.

##### *Mode de paiement des travaux ci-dessus.*

Le relevé des dépenses effectuées chaque année par le concessionnaire pour le compte de l'Etat par application de l'article 34 sera présenté avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante.

Dans le mois qui suivra la présentation de ce compte, l'Etat versera un acompte égal aux neuf dixièmes du montant de la créance, il paiera le solde dans le mois qui suivra l'arrêté définitif du compte.

Les avances, que l'Etat pourra demander au concessionnaire de faire chaque année pour son compte, en vue de l'exécution des travaux prévus à l'article 34, ne pourront, en aucun cas, dépasser 20 p. 100 du fonds de roulement moyen afférent aux cinq années de la période quinquennale précédente.

#### Article 37.

##### *Reprise des installations en fin de concession.*

A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, l'Etat sera subrogé aux droits du concessionnaire.

Il prendra possession de toutes les dépendances immobilières de la concession, énumérées à l'article 2 ci-dessus qui lui seront remises gratuitement, franchises et quittes de tous privilèges, hypothèques et autres droits réels et, en outre, s'il y a lieu, de toutes celles des installations complémentaires dont il aurait assumé la charge dans les conditions prévues par l'article 34.

Il aura la faculté de reprendre, moyennant indemnité, et dans les conditions fixées ci-après, le surplus de l'outillage, y compris les installations nécessaires à la transformation de l'énergie.

Si le ministre chargé de l'électricité estime qu'il doit faire usage de cette faculté, il fera connaître au concessionnaire trois ans avant l'expiration de la concession, son intention de procéder à une estimation de cet outillage à dire d'experts, en l'invitant à désigner son expert. Si, dans le délai de deux mois, le concessionnaire n'a pas notifié à l'ingénieur en chef du contrôle le nom de l'expert choisi par lui, il sera procédé à l'expertise par un expert unique désigné par le président du tribunal administratif. Si le concessionnaire a désigné son expert et si cet expert ne se met pas d'accord avec celui de l'administration pour désigner un troisième expert, celui-ci sera désigné par le président du tribunal administratif.

Les experts dresseront un état descriptif et estimatif de l'outillage.

Deux ans avant l'expiration de la concession, le ministre chargé de l'électricité notifiera au concessionnaire s'il entend user de son droit d'acquiescer cet outillage. Faute par lui d'en user, les frais de l'expertise resteront à la charge de l'Etat.

En cas de reprise du matériel, à défaut d'accord sur le prix et la répartition des frais, il sera statué par la juridiction compétente sur le vu des résultats de l'expertise.

Compte sera tenu, en tous les cas, de la dépréciation éventuelle subie par le matériel entre la date de l'expertise et celle de la reprise.

Les indemnités dues au concessionnaire pour l'outillage et les approvisionnements ainsi repris seront payables dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Pendant les deux dernières années qui précèdent l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de lui donner connaissance des clauses de tous les traités en cours pour la fourniture de l'énergie.

#### Article 38.

##### *Rachat de la concession.*

A toute époque à partir de l'expiration de la vingt-cinquième année qui suivra la date fixée pour l'achèvement des travaux, l'Etat aura le droit de racheter la concession. Le rachat produira effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle il aura été prononcé.

En cas de rachat, le concessionnaire recevra pour toute indemnité :

1<sup>o</sup> Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une annuité (A) égale au produit net moyen des sept années d'exploitation précédant celle où le rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises ;

Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant des recettes toutes les dépenses faites pour l'exploitation de la chute concédée, y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capital ni l'amortissement des dépenses de premier établissement ;

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour termes de comparaison ;

2<sup>o</sup> Une somme (S) égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement des ouvrages dépendant de la concession et subsistant au moment du rachat, qui auront été régulièrement exécutés pendant les quinze années précédant le rachat, sauf déduction, pour chaque ouvrage, d'un quinzième de la dépense pour chaque année écoulée depuis son achèvement.

L'Etat sera tenu, dans tous les cas, de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des contrats passés par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation et l'exécution de ses fournitures.

Cette obligation s'étendra, pour les engagements et marchés relatifs à des fournitures de courant, à toute la durée stipulée dans chaque contrat sans pouvoir dépasser le terme de la concession. Toutefois, si l'Etat établissait que certaines conditions de prix ou autres d'un contrat de fournitures de courant n'étaient pas justifiées comme normales pour l'époque où elles ont été souscrites ou ayant égard à l'ensemble des circonstances de l'espèce, il pourrait en réclamer la réformation par la voie contentieuse pour leur substituer les conditions qui seraient jugées normales pour ladite époque et pour cet ensemble de circonstances.

Pour les autres engagements et marchés, l'Etat ne sera tenu d'en continuer l'exécution que pendant cinq années au plus à partir du rachat.

L'Etat est également tenu de reprendre les approvisionnements, la valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dire d'experts et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Il en sera de même du matériel électrique si le concessionnaire le demande.

**Article 39.**

*Remise des ouvrages.*

En cas de rachat, ou à l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre en bon état d'entretien toutes les installations reprises par l'Etat.

L'Etat pourra, s'il y a lieu, retenir sur les indemnités dues au concessionnaire, les sommes nécessaires pour mettre en bon état ces installations.

Dans les deux dernières années qui précéderont le terme de la concession, il pourra également se faire remettre les revenus nets de l'usine pour les employer à rétablir en bon état les installations qui doivent lui faire retour, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement aux obligations lui incombant à cet égard et si le montant de l'indemnité à prévoir en raison de la reprise, n'est pas jugé suffisant pour couvrir les dépenses de travaux reconnus nécessaires.

**Article 40.**

*Alimentation en énergie  
des installations du concessionnaire en cas de rachat.*

Néant.

**Article 41.**

*Déchéance et mise en régie provisoire.*

Si le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution, ou s'il n'a pas achevé ou mis en service les ouvrages et les usines concédées dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges, il encourra la déchéance qui sera prononcée, sans mise en demeure préalable dans les conditions de l'article 20 du décret du 17 juin 1938.

Si la sécurité publique vient à être compromise, le préfet, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle, prendra aux frais et risques du concessionnaire, les mesures provisoires nécessaires pour prévenir tout danger. Il soumettra au ministre chargé de l'électricité les mesures qu'il aura prises à cet effet. Le ministre prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter à ces mesures et adressera au concessionnaire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de l'exploitation.

Si l'exploitation des usines et de leurs dépendances vient à être interrompue en partie ou en totalité, il pourra également y être pourvu aux frais et risques du concessionnaire. Les préfets intéressés soumettront immédiatement au ministre chargé de l'électricité les mesures à prendre pour assurer provisoirement le fonctionnement des usines génératrices. Le ministre statuera sur ces propositions et adressera une mise en demeure fixant au concessionnaire un délai pour reprendre le service.

Si, à l'expiration du délai imparti dans les cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, la déchéance pourra être prononcée.

La déchéance pourra également être prononcée si le concessionnaire, après mise en demeure, ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> du cahier des charges en ce qui concerne l'objet principal de l'entreprise.

La déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

Si la déchéance est prononcée dans des cas autres que ceux de l'article 20 du décret-loi du 17 juin 1938, elle le sera par décret sans recours par la voie contentieuse.

**Article 42.**

*Procédure en cas de déchéance.*

Dans le cas de déchéance, le ministre chargé de l'électricité aura la faculté de pourvoir tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements du concessionnaire au moyen d'une adjudication qui sera ouverte sur une mise à prix des projets, des terrains acquis, des ouvrages exécutés, du matériel et des approvisionnements.

Cette mise à prix sera fixée par le ministre chargé de l'électricité, sur la proposition du préfet, le concessionnaire ou ses ayants droit entendus.

Nul ne sera admis à concourir à l'adjudication s'il n'a, au préalable, été agréé par le ministre chargé de l'électricité et s'il n'a fait, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale ou à une recette des finances du département, un dépôt de garantie égal à 67.000 F.

L'adjudication aura lieu suivant les formes prévues en matière de travaux publics.

L'adjudicataire sera tenu aux clauses du présent cahier des charges et substitué aux droits et charges du concessionnaire évincé qui recevra le prix de l'adjudication.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée, sans mise à prix, après un délai de trois mois. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, les installations ainsi que les approvisionnements deviendront, sans indemnité, la propriété de l'Etat.

Si la déchéance est prononcée par application de l'article 20 du décret du 17 juin 1938, il sera fait application de l'article 21 dudit décret.

**CHAPITRE VIII**

**CLAUSES FINANCIÈRES**

**Article 43.**

*Redevance fixe (sur les cours d'eau domaniaux seulement).*

Néant.

**Article 44.**

*Redevance proportionnelle  
au nombre de kilowattheures produits.*

Le concessionnaire sera assujéti à une redevance proportionnelle au nombre de kilowattheures produits par les usines génératrices et déterminé par la formule suivante :

$$R = \frac{n}{10.000} \frac{I}{I_0} F,$$

dans laquelle :

*n* représente, diminué de la consommation des services auxiliaires de l'aménagement hydro-électrique et des fournitures d'énergie faites au titre de l'énergie réservée, d'une part, et des restitutions en nature correspondant aux droits à l'usage de l'eau exercés, d'autre part, le nombre de kilowattheures produits pendant l'année précédant celle de l'établissement de la redevance, décompté aux bornes des générateurs accouplés aux moteurs hydrauliques ou en tous autres points des circuits de force des usines et ramené, dans ce cas, aux bornes des générateurs par application de la formule agréée par l'ingénieur en chef du contrôle ;

*I* représente la valeur de l'index économique électrique haute tension au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée ;

*I*<sub>0</sub> représente la valeur de ce même index au 1<sup>er</sup> janvier 1954.

Le montant *R* de la redevance sera arrondi à la dizaine de francs supérieure.

Les appareils destinés à l'enregistrement des quantités d'énergie seront fournis par le concessionnaire, agréés et vérifiés par l'administration. Ils seront soumis à la surveillance des agents du contrôle qui auront le droit de procéder à toutes époques aux vérifications qu'ils jugeront nécessaires et d'exiger les réparations et, le cas échéant, le remplacement des appareils défectueux.

La redevance sera payable à la caisse du receveur des domaines de la situation des usines, en une seule fois, dans les trois mois qui suivront la date de notification faite au concessionnaire, par la voie administrative, du montant exigible d'après les résultats de la dernière période annuelle d'exploitation.

La première redevance sera payée, en tout état de cause, dans l'année qui suivra la mise en service, même partielle, des usines.

**Article 45.**

*Mode de revision de la redevance proportionnelle en fonction du produit net lorsque le concessionnaire est une société régie par la loi du 24 juillet 1867 et ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.*

Néant.

**Article 45 bis.**

*Mode de revision de la redevance proportionnelle en fonction des dividendes répartis lorsque le concessionnaire est une société régie par la loi du 24 juillet 1867 et ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.*

Néant.

**Article 45 ter.**

*Mode de revision de la redevance proportionnelle lorsque le concessionnaire n'est pas une société régie par la loi du 24 juillet 1867 ou lorsque la concession n'a pas pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.*

Néant.

**Article 46.**

*Revision exceptionnelle de la redevance proportionnelle.*

Néant.

**Article 47.**

**A. — Contrôle technique.**

Le contrôle de la construction et de l'exploitation de tous les ouvrages dépendant de la concession sera assuré par les fonctionnaires de l'administration des ponts et chaussées chargés de ce service.

Le personnel du contrôle aura constamment libre accès aux divers ouvrages et dans les bâtiments dépendant de la concession. Il pourra prendre connaissance de tous les états graphiques, tableaux et documents tenus par le concessionnaire pour la vérification des débits, puissances, mesures de rendement et quantité d'énergie utilisée dans les usines génératrices ainsi que les prix et conditions de vente de l'énergie aux divers acheteurs ou abonnés.

Les frais de contrôle sont à la charge du concessionnaire. Le montant en est fixé :

Au chiffre de 1.194,30 F par an pour la période de construction, Et de 597,15 F par an pour la période d'exploitation, c'est-à-dire à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suivra la mise en service de la dernière des usines.

Ils seront versés au Trésor avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année sur le vu d'un état arrêté par le ministre chargé de l'électricité ou par le préfet délégué à cet effet et formant titre de perception. A défaut de versement par le concessionnaire, le recouvrement en sera poursuivi en conformité des règles générales de la comptabilité publique de l'Etat.

Le concessionnaire sera tenu de remettre chaque année à l'ingénieur en chef du contrôle un compte rendu faisant connaître les résultats généraux de son exploitation et faisant ressortir notamment que cette exploitation se poursuit conformément à l'objet principal de la concession, tel qu'il est défini à l'article 1<sup>er</sup> du cahier des charges.

Ce compte rendu sera établi conformément au modèle arrêté par le ministre chargé de l'électricité et pourra être publié en tout ou partie.

**B. — Contrôle financier.**

Le concessionnaire sera tenu, à toute époque, de communiquer à l'ingénieur en chef du contrôle la comptabilité de l'exploitation de la concession ainsi que tous les documents que celui-ci jugerait nécessaires pour en vérifier l'exactitude, ainsi que les comptes des autres entreprises du concessionnaire dans la mesure où elles auront, à ce point de vue, une connexité quelconque avec l'exploitation de la présente concession. Dans cette vérification, l'ingénieur en chef du contrôle pourra se faire assister de fonctionnaires appartenant à l'administration des finances.

Le concessionnaire sera en outre tenu de se soumettre à toutes les vérifications auxquelles le ministre des finances jugerait utile de faire procéder par ses propres agents, d'autre part.

**CHAPITRE IX**

**CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONCESSION**

**Article 48.**

Néant.

**CHAPITRE X**

**CLAUSES DIVERSES**

**Article 49.**

*Cession de la concession.*

Toute cession partielle ou totale de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par décret délibéré en Conseil d'Etat.

Faute par le concessionnaire de se conformer aux dispositions du présent article, il encourra la déchéance.

**Article 50.**

*Autres concessions de l'Etat.*

L'Etat se réserve de pratiquer, concéder ou autoriser, sur la rivière la Siagne et ses affluents, à l'amont de la restitution de la chute de Tanneron-Tignet et jusqu'à concurrence d'un total de 100 litres par seconde, toutes dérivations en vue de l'irrigation, de l'alimentation des centres habités ou d'un service public, sans que le concessionnaire puisse élever aucune réclamation à ce sujet; les prélèvements étant faits compte tenu de la situation créée par les ouvrages concédés.

**Article 51.**

*Emplois réservés.*

En conformité des lois et règlements actuellement en vigueur, le concessionnaire devra réserver aux anciens militaires et à leurs ayants droit remplissant les conditions prévues par ces lois et règlements un certain nombre d'emplois. Il se conformera, à cet effet, aux dispositions édictées pour l'application des lois dont il s'agit.

**Article 51 bis.**

*Statuts du personnel.*

Le statut appliqué au personnel est le statut national du personnel des industries électriques et gazières.

**Article 51 ter.**

*Proportion de travailleurs étrangers.*

Les proportions des travailleurs étrangers qui seront employés sur les chantiers de la concession ne devront pas dépasser, sous réserve des dispositions des conventions internationales applicables en France, pour les diverses professions, les pourcentages déterminés pour les départements des Alpes-Maritimes et du Var par les arrêtés du ministre du travail pris en application de la loi du 10 août 1932.

Sous réserve également des dispositions des conventions internationales applicables en France, il ne sera pas employé de personnel étranger pour l'exploitation de la concession.

**Article 52.**

*Hypothèques.*

Tous projets de contrats relatifs aux hypothèques dont pourraient être l'objet les droits résultant de la présente concession devront être notifiés pour avis au ministre chargé de l'électricité.

**Article 53.**

*Impôts.*

Tous les impôts établis ou à établir par l'Etat, les départements ou les communes, y compris les impôts relatifs aux immeubles de la concession, seront à la charge du concessionnaire.

S'il est ultérieurement établi, à la charge des usines hydrauliques, un impôt spécial instituant une redevance proportionnelle à l'énergie produite ou aux dividendes et bénéfices répartis, les sommes dues à l'Etat par le concessionnaire, au titre des redevances contractuelles, seraient réduites au montant de cet impôt.

Au cas où des impôts nouveaux relatifs à la production ou à la vente aux bornes des usines de l'énergie électrique, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent, frapperaient le concessionnaire, ce dernier se réserve le droit de demander une augmentation du tarif maximum. Il sera statué sur cette demande comme en matière de révision des tarifs.

Le concessionnaire sera tenu de faire, sous sa responsabilité et pour le compte de l'Etat, les déclarations prévues par l'article 1384 bis du code général des impôts en vue de l'exonération temporaire de l'impôt foncier sur les dépendances immobilières de la concession.

Par application des dispositions des articles 65, 66 et 67 de la loi n° 45-0105 du 31 décembre 1945, modifiées par l'article 17 de la loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953 et le décret n° 55-49 du 5 janvier 1955, la valeur locative de la force motrice des chutes et de leurs aménagements sera répartie entre les communes intéressées comme suit :

**1° Chute de Saint-Cassien.**

Commune de Saint-Cézaire (département des Alpes-Maritimes).....	14,32 p. 100.
Commune du Tignet (département des Alpes-Maritimes) .....	7,90 —
Commune de Montauroux (département du Var).....	45,94 —
Commune de Tanneron (département du Var) .....	30,56 —
Commune des Adrets-de-Fréjus (département du Var).....	1,22 —
Commune de Callian (département du Var) .....	0,05 —
	<hr/>
	100 p. 100.

**2° Chute de Tanneron-de-Tignet.**

Commune du Tignet (département des Alpes-Maritimes) .....	50 p. 100.
Commune de Tanneron (département du Var) .....	50 —

Ces pourcentages pourront être révisés par l'ingénieur en chef du contrôle dans la mesure où les éléments servant de base à la répartition se trouveront modifiés par rapport à ceux figurant au projet soumis à Penquête.

**Article 54.**

*Taxe de statistique.*

Néant.

**Article 55.**

*Recouvrement des taxes et redevances.*

Le recouvrement des taxes et redevances au profit de l'Etat sera opéré d'après les règles en vigueur pour le recouvrement des produits et revenus domaniaux.

En cas de retard dans le paiement de la redevance proportionnelle fixée par l'article 44 ci-dessus, les sommes échues et non payées au terme fixé porteront intérêt de plein droit au taux des intérêts moratoires prévus en matière domaniale, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard; les fractions de mois seront négligées pour le calcul de ces intérêts.

Les dispositions des articles 1920, 1922, 1923 et 1925 du code général des impôts sont applicables au recouvrement des taxes susvisées.

**Article 56.**

*Pénalités.*

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et sous réserve de la déchéance qui pourrait être encourue, des amendes pourront

lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers intéressés. Les amendes seront appliquées dans les conditions suivantes :

En cas de manquement aux obligations imposées par les articles 1<sup>er</sup>, 5, 7, 14, 15, 17 et 18 du présent cahier des charges et par chaque infraction, amende de 20 F par jour, jusqu'à ce que l'infraction ait cessé.

En cas d'interruption générale ou partielle non justifiée du service ou de manquement aux obligations imposées par les articles 22 et 24, en ce qui concerne les réserves d'énergie, amende de 1 F par jour et par kilowatt de puissance non livrée, conformément aux conditions des contrats de vente.

En cas de manquement aux obligations prévues à l'article 47 (alinéa 7), amende de 5 F par journée de retard.

Les amendes seront prononcées au profit de l'Etat par le préfet, sur propositions de l'ingénieur en chef du service compétent, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle.

Article 57.

*Cautionnement.*

Néant.

Article 58.

*Agents du concessionnaire.*

Les agents et gardes que le concessionnaire aura fait assermenter pour la surveillance et la police des ouvrages de la concession et de ses dépendances, seront porteurs d'un signe distinctif et munis d'un titre constatant leurs fonctions. Ils devront être agréés par l'administration.

Article 59.

*Jugement des contestations.*

Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges, seront jugées par le tribunal administratif du siège des usines.

Toutefois, les litiges dans lesquels l'Etat serait engagé par l'application de la présente convention peuvent être soumis à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre III du code de procédure civile, ou suivant toute autre procédure qui serait légalement instituée.

Article 60.

*Election de domicile.*

Le concessionnaire fait élection de domicile à Paris, 2, rue Louis-Murat.

Article 61.

*Frais d'enregistrement.*

Le présent cahier des charges et la convention à laquelle il est annexé sont exemptés du droit de timbre et dispensés de la formule d'enregistrement.

Les frais de publication au *Journal officiel* seront supportés par le concessionnaire.

Electricité de France (service national).

Lu et approuvé :

*Le directeur adjoint de l'équipement,*  
A. ROBIN.

Vu pour être annexé au décret approuvant la convention de concession.

Paris, le 20 juillet 1964.

*Le ministre de l'industrie,*  
MICHEL MAURICE-BOKANOWSKI.